

Deux milliards et demi des habitants les plus démunis de la planète, qui vivent en grande majorité en milieu rural, dépendent du bois et des résidus agricoles - ce qu'on appelle les combustibles non commerciaux - , pour satisfaire à la quasi totalité de leurs besoins énergétiques.

La recherche sur l'énergie dans et pour les pays en développement présente donc un défi considérable. À l'heure actuelle, cette recherche se fait en très bonne part dans les pays industrialisés, et est donc axée sur leurs besoins. Par exemple, peu d'activités ont une application immédiate aux besoins des pays en développement qui sont axés sur le milieu rural et se situent à une autre échelle. Et comme les techniques liées aux énergies renouvelables sont un domaine d'activité en pleine gestation, on ne sait pas encore très bien comment elles pourraient aider les pays en développement. Il reste donc énormément à faire sur les technologies adaptées aux besoins des pays les plus pauvres.

L'une des nouvelles initiatives du gouvernement du Canada suppose un accroissement de \$10 millions de notre appui à la recherche énergétique liée aux pays en développement. Cette décision a été annoncée par le Premier ministre à la récente conférence sur l'énergie tenue à Nairobi. Ces fonds sont actuellement mis à la disposition du Centre canadien de recherches pour le développement international de sorte qu'il puisse entreprendre un programme plus intensif dans ce domaine. Je n'ai pas à vous expliquer pourquoi l'énergie devrait devenir une priorité plus grande de l'aide canadienne. Qu'il me suffise de rappeler que l'impact des récents chocs pétroliers sur les pays en développement a dépassé, en termes monétaires, la valeur globale de l'aide au développement consentie par le Nord, qui représente déjà un montant considérable. L'incidence de ces coûts accrus sur ces économies, conjuguée aux forts taux d'intérêt que l'on connaît présentement, a parfois eu un effet dévastateur.

J'ai mentionné l'insistance croissante sur la mise en valeur des ressources humaines. Il est maintenant plus généralement accepté que les obstacles au développement ne peuvent être surmontés tant que l'on n'accordera pas beaucoup plus d'attention à la mise en valeur du facteur humain comme moteur du processus de développement. Ce qui a mené des organismes comme l'ACDI* à modifier sensiblement leurs modalités d'intervention dans les pays en développement. Ainsi, l'Agence a accru considérablement le pourcentage de son budget affecté aux organisations non gouvernementales, dont les projets accordent habituellement une large place aux relations interpersonnelles. En résumé, le développement ne se ramène pas seulement à la mise en place

* Agence canadienne de développement internationale